

« De Wever fait de la provoc, il joue sur du velours »

MAJORITÉ Figure libérale, ancien ministre, Hervé Hasquin recadre l'affaire Francken

► L'historien évoque Vichy, la nuit de Cristal, tout en expliquant : « L'histoire montre que même l'impensable peut se réaliser. Mais ici, une enquête est en cours, soyons rationnels, attendons les résultats. »

► « En termes d'accueil, la Belgique fait mieux que la France. »

ENTRETIEN

Ancien ministre et recteur de l'ULB, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique (il vient de céder le témoin à Didier Viviers), historien, figure libérale, Hervé Hasquin recadre le cas Francken.

La semaine politique est agitée. Votre avis ?

M. Francken a commis des maladroites. Quand je suis intervenu en septembre dernier, quand j'ai évoqué le régime de Vichy, j'ai joué en quelque sorte le rôle d'alerteur public. En tant qu'historien, j'ai tout de même quelques points de référence... Au fait, là, de la part de M. Francken, ce n'est pas nécessairement de la mauvaise intention mais de l'ignorance culturelle. Je veux redire que dans l'Histoire, on a déjà connu des renvois d'immigrés dans des régimes tortionnaires, cela s'est passé notamment durant la Seconde Guerre, je pense à Vichy.

Vous avez, dites-vous, « lancé l'alerte ». Résultat six mois plus tard ? J'espérais, avais-je dit, que le gouvernement ne passerait pas l'acte... Il se fait qu'il y a eu des renvois vers le Soudan de la part de la Belgique comme d'autres pays européens, sous l'autorité de ministres de couleurs politiques diverses, par exemple des socialistes. Le problème dépasse le cas de la Belgique. Pour ce qui nous concerne, je retiens que le Premier ministre a pris des engagements - moi je reste un scientifique... -, une démonstration doit être faite, nous verrons les résultats de l'enquête et j'ose croire que le chef du gouvernement, s'il est établi qu'il y a eu défaillance en la matière, en tirera les conclusions. Wait and see.

Mais Bart De Wever, lui, souligne que Theo Francken ne démissionnera pas, que l'enquête n'y changera rien... ... C'est dommage qu'il n'y ait pas davantage de Bart De Wever à la tête des partis francophones... Il est brillant, intelligent, parfaitement cynique et d'un à-propos extraordinaire dans ses interventions. Il n'a pour le moment aucun alter ego francophone. Ce que je regrette, c'est que Charles Michel soit en permanence au four et au moulin. J'ai parfois le sentiment que d'autres, au MR, devraient pouvoir intervenir et allumer des contre-feux, notamment du côté de la présidence, entre autres. J'ai pu constater qu'en certaines circonstances, quelqu'un comme Richard Miller intervenait, mais il y a un peu trop de timidité dans le chef de certains. Pour le reste, on ne va pas reprocher à De Wever de jouer admirablement son rôle de président de parti.

Mais sur le fond, quand même, sa position est contestable...

Il fait de la provoc. Parce qu'il sait très bien que faire tomber Francken, faire tomber le gouvernement, ça lui rapporterait. Il joue sur du velours. Il peut se permettre cette apparente désinvolture, en fait un calcul éminemment intelligent. Mais je voudrais aborder la question de la frilosité de l'opinion publique européenne...

Dont les femmes et les hommes politiques doivent tenir compte ?

Oui, car la politique, c'est d'abord un idéal, et puis une réalité s'impose à vous : pour mettre en œuvre vos idéaux, il faut être au pouvoir. Ceux qui vous disent que l'on peut faire ça dans l'opposition, c'est du bla-bla. Vous devez parfois mettre les mains dans le cambouis. La difficulté est de faire des compromis sans compromission.

Cela étant, à propos de frilosité des opinions... Nous sommes en 1938, la nuit de Cristal en Allemagne, on pourchasse les Juifs... Cela inquiète tout le monde. Les États-Unis, qui ont des limitations strictes de quotas d'immigrés, disent : nous ne pouvons pas modifier nos lois, nous incitons l'Europe à en discuter. Une grande conférence se tient alors à Evian, à l'automne 1938. Comment va-t-on venir en aide aux dizaines de milliers de Juifs autrichiens et allemands ? Des pays n'envoient que des observateurs, des pays fricotent déjà avec le fascisme, l'Italie ne vient pas, l'URSS non plus. Conclusion de la conférence d'Evian : on s'apitoie sur le sort des Juifs et personne ne prend aucune mesure pour les accueillir... On ne fait rien, on n'imagine pas alors les drames qui suivront...

Nous sommes dans un scénario com-

parable ?

Non, n'exagérons pas, mais l'histoire montre que même l'impensable peut se réaliser. Mon alerte avait une fonction générale : il faut être attentifs. Mais, je l'ai dit, pour l'affaire qui nous occupe, nous sommes en période de stand-by, des enquêtes sont en cours, nous devons attendre. Pour le reste, en matière de migrants, d'accueil, il faut recadrer au plan européen. La Belgique tient sa place dans la répartition des migrants. Nous sommes un pays plus libéral et plus accueillant que la France de Macron ou de Hollande. Vous savez, face aux résistances des opinions publiques, les politiques courageux ne sont pas nécessairement récompensés

« Ceux qui ont le plus embêté le gouvernement, c'est le CDE&V... »

électorale, et le plus bel exemple, c'est M^{me} Merkel, que j'admire.

Retour à la N-VA. Elle pose problème au sein du gouvernement ?

Ceux qui ont le plus embêté le gouvernement, c'est le CDE&V. Quand vous avez le principal ministre CDE&V du gouvernement qui décide d'être candidat dans la ville phare de Flandre, Anvers, dont le bourgmestre est le président du principal parti flamand, qui dirige le gouvernement au nord et a une place prééminente au fédéral... Moi, j'appelle ça une déclaration de guerre. Imaginez, il y a quinze ans, que Louis Michel se soit dit : tiens, je vais me présenter aux communales à Mons, pour emm... Di Rupo ! Vous imaginez ? Non, le raidissement de la N-VA, on peut comprendre. La rivalité entre partis flamands, Charles Michel a géré cela de manière admirable. Il est parvenu à arbitrer les conflits. Alors, oui, la vie va être compliquée pour le gouvernement dans les prochaines semaines, comme toujours quand des élections se profilent.

Vous qui avez le recul historique : la communication de la N-VA à propos des migrants ne tend-elle pas à répandre des sentiments de rejet, dangereux pour la cohésion sociale ?

Mais est-ce vraiment des discours tenus par certains politiques qui provoquent ces réactions dans la population ? Je vous avouerais que pour vivre dans un village, avoir été président de CPAS dans ma commune pendant deux ans, avoir connu le problème de l'aide à apporter à des immi-

grés, c'est plutôt le politique qui a dû essayer de calmer la population ! Il y a un phénomène de rejet, plus qu'on le pense. Et plus vous vivez dans les campagnes, moins il y a d'étrangers, plus on y est allergique...

La N-VA surfe sur le courant, oui, mais comme tous les partis... Est-ce que vous entendez le PTB oser aborder certaines questions ? C'est soi-disant la nouvelle gauche ! Les « classes populaires », on sait leur volatilité élec-

torale, on peut passer de l'extrême droite à l'extrême gauche avec facilité. Ceci montre combien les choses sont complexes. J'essaie de me garder des discours simplistes.

Permettez-moi de conclure : ce qu'on est en droit d'attendre de la presse, c'est un rôle de pédagogie pour expliquer aux gens ce qui va se passer... Expliquer que l'histoire du monde, c'est la migration, et jamais cela ne s'arrêtera. La population africaine va

doubler d'ici à 2050. Par rapport au début des années 2000, elle aura été multipliée par quatre à la fin du siècle. Les gens qui ont peur, qui ont faim, qui ne se sentent pas bien, ils bougent, ils l'ont toujours fait dans l'histoire. Il faut expliquer cela, être prêts à l'accueil tout en sachant qu'on ne peut pas accueillir tout le monde. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

ANALYSE

Un peu de recul, SVP

A ceux qui se plaignent que plus personne ne prend de la hauteur en politique belge, voici une pièce intéressante. Hervé Hasquin avait fait grand bruit, au mois de septembre, évoquant le régime de Vichy à propos de la mission d'identification des réfugiés soudanais et invitant à la plus grande prudence. Cela avait provoqué quelque amertume au MR, son parti. Mais il serait grandement réducteur de limiter le propos du professeur d'histoire à cette envolée ayant valeur d'« avertissement ». Il invite à se baser sur les faits, à mesurer le problème dans sa globalité, sa complexité. En présentant notamment le phénomène migratoire comme immuable, depuis la nuit des temps. En relevant aussi que le monde politique doit tenir compte d'une population qui, pour une part substantielle, juge Hervé Hasquin, craint l'immigration. Mais en estimant aussi, comme le Premier ministre, que la Belgique prend sa part dans l'accueil des migrants, « *d'avantage que la France de Macron* ».

Pas de simplisme non plus dans le jugement qu'il a de l'action de la N-VA, relevant la très grande habileté de Bart De Wever. Plutôt que de vilipender le leader de la N-VA, il regrette que les partis francophones ne disposent pas, selon lui, de formats de nature à rivaliser avec les stratèges et les hâbleurs du parti de la N-VA.

Conclusion : le propos d'Hervé Hasquin, grave de bout en bout, invite à bannir toute caricature, à la réflexion, et tombe sur une belle note d'humanisme.

Une figure libérale

Docteur en philo et lettres, Hervé Hasquin a enseigné dès 1970 à l'Université libre de Bruxelles (ULB) dont il fut également le recteur et le président. Dès le milieu des années 1970, il s'engage en politique, en participant, en 1976, à la constitution du PRL (devenu MR). Il a été sénateur, ministre bruxellois, ministre-président de la Communauté française et député. Il a mis fin à sa carrière politique en 2007.